

**Le changement, Peillon s'en lave les  
mains : ce n'est pas sa rentrée, c'est  
celle de ses prédécesseurs !**

Sur le terrain, pour les élèves et le personnel, la rentrée 2013 ne sera pas très différente des précédentes : des classes surchargées, une évaluation constante des élèves (le LPC et le socle commun, une mise en concurrence des établissements (les ECLAIR n'ayant absolument pas été remis en cause), des personnels trop peu formés (tant pour les jeunes enseignants, que pour les personnels éducatifs et d'accompagnement scolaire)....

**Quelques efforts ont été faits ...**

22100 postes (public et privé) sont ouverts aux concours pour les recrutements de 2013. Cela permet d'assurer le remplacement tous les départs à la retraite, mais ça ne pallie pas les milliers de postes supprimés !

Quelques emplois précaires ont été répartis dans les établissements les plus en difficultés (2000 Aed, 1500 postes d'AVSi). Mais ce sont des emplois précaires, qui ne répondent qu'aux situations d'urgence !

3 heures ont été octroyées aux stagiaires afin de suivre une formation, mais cela reste bien léger ! Pour la suite, ce sera les « emplois avenir professeur » : des contrats proposés à 6000 étudiants boursiers en 2013, 18000 d'ici 2015. De nouveau, il faudra travailler pour tenter de se former !

**Mais ils restent bien insuffisants !**

Certains penseront qu'il faut attendre la rentrée de Septembre 2013 avant de juger notre nouveau ministre. Effectivement, le carnage a été si violent sous Sarkozy, qu'il faut du temps pour reconstruire un vrai service public de qualité. Mais n'est-ce pas le rôle des syndicats de pousser les gouvernements à mettre en place des progrès sociaux ?

Nos syndicats ont actuellement deux rôles précis à jouer : contraindre Peillon à réaliser ses belles ambitions (comme encourager la scolarisation des enfants de moins de 3 ans ou mettre des maîtres confirmés en classe de CP), mais aussi à défendre les revendications que portent les personnels et les parents depuis de longues années : l'abrogation du socle commun (et du LPC), de la réforme du lycée et du dispositif ECLAIR ; la création d'une formation rémunérée de qualité ; la création urgente et massive de postes.

**Et l'avenir ne semble pas très « rose » !**

De plus, d'ores et déjà, s'annoncent des réformes, qu'on ne peut laisser entre les mains de nos directions qu'elles soient gouvernementales ou syndicales, puisqu'elles concernent les rythmes scolaires ou l'orientation des élèves ... Bref, la rentrée 2012 n'est pas bien différente des anciennes. Nos revendications sont toujours d'actualité ! Et hélas, elles semblent avoir de l'avenir ...

Clémence GELIN, Collège G. Courbet, Gonfreville l'Orcher.

# Brisons l'offensive libérale !

41300 chômeurs de plus de la catégorie A (demandeurs d'emploi sans aucune activité) en juillet, c'est, avec + 8% en 1 an, le plus mauvais chiffre depuis 2009 au plus fort de la crise. Ils sont maintenant 3,232 millions d'inscrits dans cette catégorie et plus de 5 millions au total sur les listes de pôle emploi ! Pendant que les ministres du gouvernement défilent à l'université d'été du MEDEF, les patrons mènent une lutte des classes avec une brutalité extrême et multiplient les plans « sociaux » avec des milliers de licenciements à la clé. Mais qu'on se rassure, pendant que des millions se serrent la ceinture les requins s'empiffrent : le jour où le groupe Carrefour annonce 500 suppressions de postes, ses actionnaires touchent 8% de plus. En France et en Europe, les banquiers sont à la baguette et trouvent avec la troïka (UE-BCE-FMI) les instruments de leurs politiques pour briser les résistances et imposer aux peuples toujours plus d'austérité (avec des conséquences dramatiques comme le démontre l'exemple grec). Or, avec le traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCGT) appelé aussi pacte budgétaire ou pacte Merkozy, c'est une austérité à perpétuité qu'on veut nous imposer. Le candidat Hollande s'était engagé à renégocier le traité mais les promesses n'engagent que ceux qui les croient. Aujourd'hui président, Hollande veut passer en force et faire ratifier le traité par le Parlement début octobre. Nous devons imposer un rapport de force pour empêcher cette ratification qui aggraverait la crise qui frappe les salarié-es en Europe ! Le Comité pour l'audit citoyen (CAC) est à l'initiative d'une campagne unitaire contre la ratification. La FSU qui s'est prononcée contre cette ratification doit être partie prenante dans les initiatives qui se mettent en place comme la préparation d'une manifestation nationale dans les prochaines semaines.

Alain PONVERT, Collège Joliot Curie, Le Havre.

**La galère, c'est maintenant !**

Conditions de travail dégradées, salaires de juillet-août payés en retard, périodes de chômage plus ou moins longues, cette année encore les personnels non-titulaires vont connaître une année particulièrement difficile ! A la rentrée, conséquence des suppressions de postes massives depuis 5 ans, plus de 400 contractuels ont « retrouvé » un emploi mais un nombre sans doute important (le rectorat de Rouen ne donne pas de chiffre) vont se retrouver au chômage alors qu'ils étaient encore en poste en juin. Une telle situation est inacceptable et pour les non-titulaires (de plus en plus nombreux dans l'éducation nationale), le changement ça doit être maintenant ! La transformation de certains contrats en CDI n'est pas une solution et l'annonce par Peillon de l'ouverture de 8000 postes à un concours réservé pour 2013 est nettement insuffisant. Il faut que le gouvernement transforme les bonnes intentions affichées en actes ! La titularisation des non-titulaires en poste ou au chômage est à la fois une urgence pour les personnels non-titulaires et une nécessité pour le service public d'éducation. Le statut n'est pas un privilège mais le garant de notre indépendance vis-à-vis de notre hiérarchie.

Alain PONVERT, Collège Joliot Curie, Le Havre.

## Les HSA : un piège !

Chacun en début d'année scolaire peut se retrouver avec une ou plusieurs HSA. A cause d'un salaire qui semble baisser chaque année, certains collègues y voient une façon de conserver un certain pouvoir d'achat, dont on a tous besoin. Les heures sup' permettent aussi parfois une certaine souplesse dans l'organisation des services, la répartition des classes...

Néanmoins, lequel d'entre nous n'a pas fait des bonds lorsque, en janvier-février, au moment de la présentation de la DHG et de sa répartition, il a constaté que lui-même ou un collègue allait devoir effectuer un complément de service de 3 ou 4 heures dans un autre établissement alors même que, dans la même discipline il y avait 4, 5, 6 HSA de prévues ou plus? Même phénomène pour les compléments de service reçus: on peut avoir besoin de 3 ou 4 heures malgré un nombre important d'HSA de prévu... Lors du traditionnel mercato, les chefs d'établissement s'échangent ainsi des collègues pour quelques heures hebdomadaires. Parfois, ils ne trouvent pas preneurs et ce seront donc des TZR ou des contractuels qui feront ces compléments de service. Ils peuvent ainsi se retrouver nommés sur trois établissements (25 pour l'année 2012-2013 !), courant chaque jour de l'un à l'autre, ne se « posant » jamais en salle des profs... On s'est tous demandé un jour qui était ce jeune homme que l'on apercevait de temps en temps dans la cour en train de prendre nos sixièmes en charge ou, au contraire, à quoi pouvait ressembler madame X, la prof d'anglais de la classe dont on est PP et qu'on n'arrive jamais à voir...

Et si chaque équipe (parce que c'est plus facile comme ça) avait refusé en bloc les heures sup' malgré les menaces du chef d'établissement ? Et bien, à la place du complément de service, on aurait créé un BMP (bloc de moyens provisoires) de 9 ou 12 heures... et là, vous auriez réalisé que madame X est vachement sympa et le petit jeune homme vous aurait proposé un projet pédagogique très intéressant pour vous et vos élèves. Le TZR aurait moins couru, un(e) de vos collègues ne serait pas allé faire 4 heures dans un autre établissement...

Alors, tout bien réfléchi, les HSA, ce n'est pas si bien que ça!

Nolwenn PONTOIZEAU, Collège l'oiseau blanc,  
Criquequetot-l'Esneval.

## Rentrée 2012 : le changement ? Pas maintenant !

François Hollande avait annoncé dans sa campagne présidentielle : « le changement, c'est maintenant ! ». Depuis son élection début mai, force est de constater que les conditions de la rentrée préparée par le précédent gouvernement n'ont guère été modifiées.

A l'exception des 3 h de décharge pour les professeurs stagiaires (6 h pour les professeurs documentalistes stagiaires et les CPE stagiaires) et de la création de quelques postes d'AED supplémentaires (50 en plus dans l'académie de Rouen, ce qui ne compense pas les 100 postes supprimés l'an dernier), c'est bien la rentrée préparée par Luc Chatel qui sera mise en œuvre.

Aussi bien dans le premier que dans le second degré, on observe une hausse alarmante du nombre d'élèves par classe. Par ailleurs, on peut s'attendre à être confronté à de gros problèmes de remplacement (dans le premier degré, toutes les brigades sont déjà sur des postes et dans le second degré, il n'y a déjà plus de remplaçants dans certaines disciplines : espagnol, musique, SES, arts plastiques, chinois, documentation).

D'autre part, dans le secondaire, de nombreux collègues sont affectés sur deux voire trois établissements (près de 50% des TZR affectés à l'année). Dans ces conditions, comment peuvent-ils s'intégrer dans les équipes pédagogiques ?

S'il était difficile de tout modifier en quelques mois, certaines mesures (qui ne coûtaient rien) pouvaient être décidées immédiatement afin de marquer une rupture avec les

orientations du précédent gouvernement : abandon du LPC, abandon du dispositif ECLAIR, suspension de la mise en place de la réforme du lycée en Terminale.

Afin de ne pas connaître l'an prochain des conditions de rentrée similaires, le SNES doit dès maintenant se montrer offensif pour obtenir la satisfaction de ses revendications :

- création de postes permettant un meilleur suivi des élèves ;
- revalorisation salariale et amélioration des conditions de travail (sans cela, la baisse dramatique du nombre de candidats au concours de recrutement va se poursuivre) ;
- abrogation (et non aménagement !) du dispositif ECLAIR ;
- abandon du LPC ;
- une vraie réforme du lycée, qui redonne notamment toute sa place aux enseignements technologiques.

Stéphane FOURRIER, Collège Siegfried, St Romain de Colbosc

## Non, le capitalisme n'est pas moralisable !

13 et 14 septembre au Havre, FORUM LH ÉCONOMIE POSITIVE ET RESPONSABLE : organisé par le groupe PlaNet finance (président Jacques Attali) et la ville du Havre.

Autrement dit : pour une économie vertueuse, équilibrée et juste qui replace l'homme en son cœur !

Derrière ces mots se cachent une toute autre réalité : l'exemple du micro crédit en Inde, cautionné et promu par J. Attali, montre clairement que la logique capitaliste vient à bout des meilleures intentions.

Lors du tournant néolibéral des années 90, le « business social » de Muhammad Yunus a commencé à opérer sur les mêmes marchés que les autres entreprises. L'heure était alors à la compétitivité pour survivre et donc à la recherche de profit ! A partir de là, les prêts ont été proposés de manière agressive aux pauvres sans réel contrôle de leur solvabilité avec des taux de l'ordre de 24%.

En 2010, une trentaine de femmes indiennes se sont données la mort faute de pouvoir faire face au remboursement. C'était la deuxième vague de suicides dans l'Etat de l'Andhra Pradesh.

Voilà qui donne un aperçu des « solutions » qui seront mises en avant lors de ce forum.

Ce dernier réunira plus de 500 décideurs économiques et politiques, dirigeants d'entreprises et leaders d'opinions internationaux...

C'est un forum de spécialistes, étanche, loin des réalités locales. C'est de l'enfumage, organisé par et pour les patrons sans les partenaires sociaux. Au moment où le chômage et la précarité explosent, où 22% des havrais vivent en dessous du seuil de pauvreté, au moment où la crise mondiale créée par la finance, subie et payée par les travailleurs ne cesse de faire augmenter les inégalités et progresser la pauvreté, organiser ce forum et le faire payer aux habitants de l'agglomération havraise est pour le moins choquant. Le coût de ce forum avoisine les 450.000 euros !

Les organisations syndicales et partis politiques réunis à Franklin appellent les havrais à venir :

**MANIFESTER POUR FAIRE ENTENDRE VOTRE VOIX  
ET PRENDRE LA PAROLE** le 13 septembre sur le terre-plein de la Chambre de Commerce à 11h30.

Brice NOVEL, Collège Descartes, Le Havre.  
Lise CRAMOYSAN, Ecole Paul Langevin, Le Havre.

**POUR NOUS  
CONTACTER**

76 : LE HAVRE : [veronique.ponvert@orange.fr](mailto:veronique.ponvert@orange.fr)

ROUEN : [annedesj@orange.fr](mailto:annedesj@orange.fr)

27 : BERNAY : [pascal.didtsch@wanadoo.fr](mailto:pascal.didtsch@wanadoo.fr)

PT-AUDEMER : [pascal.adams@wanadoo.fr](mailto:pascal.adams@wanadoo.fr)

EVREUX : [jp.pallois@voila.fr](mailto:jp.pallois@voila.fr)

LOUVIERS : [philippe.thouement@wanadoo.fr](mailto:philippe.thouement@wanadoo.fr)